



MN/EML

## Communiqué

Les représentants syndicaux du Groupe Presstalis se sont réunis au siège de leur syndicat pour dresser un bilan de l'action du jeudi 12 septembre et décider de la suite du mouvement contre le plan de la direction et de la destruction de l'ensemble du système de distribution de la presse.

Ils se félicitent de la mobilisation des salariés du groupe dans l'ensemble des entités, à Paris comme en province, au siège comme dans les ateliers.

Les salariés ont donné un avertissement à la direction et ont réaffirmé leur refus des licenciements.

Ils ont également clairement exprimé aux éditeurs qui aspirent à la disparition du système de distribution coopératif leur volonté de mettre leur projet en échec.

Enfin, la mobilisation avait pour objectif de s'adresser aux pouvoirs publics et particulièrement au gouvernement et au ministère de tutelle pour qu'il n'avalise pas le projet de la direction.

Ce projet s'inscrit dans la logique des Etats généraux de la Presse qui ont conclu, notamment, à la fin du système égalitaire, garantissant les mêmes droits à tous les titres. La sollicitation de l'Etat par la direction de Presstalis ou certains éditeurs a pour seul objectif le financement de mesures sociales.

Ce n'est pas ce que veulent les salariés et les militants de notre syndicat. Ils ne veulent pas que l'Etat finance un plan d'élimination et de disparition programmée.

Ils veulent conserver leurs emplois, confirmer leurs accords collectifs, pérenniser le système. Il faut maintenant exprimer une autre ambition pour la distribution de la Presse, et refonder le système.

Les aides à la presse doivent servir cet objectif, ainsi que d'autres outils de la puissance publique, et non plus à subventionner des groupes de presse qui n'en ont pas besoin.

La question posée aujourd'hui est de dire si oui ou non le gouvernement change la politique de ses prédécesseurs sur ce sujet.

Pour la direction de Presstalis et les grands groupes de presse, la réponse est connue : ils continuent.

Les salariés espèrent encore et enfin une réaction à la politique de casse menée depuis deux décennies contre les NMPP et Presstalis aujourd'hui.

Ils espèrent, mais n'attendent pas éternellement, et ne resteront pas les bras croisés.

Ils ont déjà exprimé leur détermination, ils continueront de le faire.

Ils demandent le retrait du projet de restructuration de la direction de Presstalis, et l'organisation dans des délais courts d'une table ronde pour refonder le système de distribution de la presse sur la base des principes retenus lors du vote de la loi Bichet.

Dans ce cadre, le SGLCE fera part de ses propositions, par ailleurs déjà connues et reprises par celles et ceux qui connaissent la filière, et qui sont celles du bon sens, du respect des principes de la démocratie et du progrès social.

Forts du succès de leur premier mouvement, les militants de la CGT du groupe Presstalis, dans l'unité, et avec leur syndicat, prendront dès les prochains jours des initiatives pour porter ces revendications.

Le SGLCE appelle tous ses adhérents à se mobiliser et à y répondre massivement.

Paris, le 18 septembre 2012